

L'intervention de Gérard Schivardi au congrès extraordinaire du POI

"Chers camarades, c'est avec beaucoup d'émotion que je prends la parole aujourd'hui à cette tribune. En 2007, j'ai accepté de défendre nos valeurs devant le peuple, lors de la présidentielle ; présidentielle difficile, car elle était focalisée autour de Ségolène Royal et de Nicolas Sarkozy. Il fallait, selon l'intelligentsia qui nous gouverne, éviter le spectre d'un Front national au deuxième tour.

Certains disent aujourd'hui qu'il sera plus difficile de présenter un candidat du POI. Cela n'est pas recevable à mes yeux. Certes, la crise est là et bien là, celle du capitalisme, crise de la société, crise de l'Etat. Aucun parti, je dis bien aucun parti, n'a dans son programme ou futur programme le retrait de l'Union européenne, le retour au franc, la défense des services publics, la défense des communes, la nationalisation des banques, la nationalisation des biens de production, la défense de la République, une et indivisible et laïque.

Quant aux centrales syndicales, la défense du monde ouvrier se heurte parfois à ceux qui, aux sommets, voudraient enchaîner les organisations à l'Union européenne et à la réduction des déficits publics.

Alors, je vous le dis : à qui revient-il d'aider le peuple à se défendre, à lui redonner l'espoir d'un monde meilleur ? Au Parti ouvrier indépendant. Nous sommes les seuls, et je dis bien les seuls, à défendre le peuple ; nous sommes les seuls à mettre en avant la lutte des classes. Nous sommes les seuls à défendre les opprimés, les jeunes, les ouvriers, les paysans, les artisans, les retraités, les sans-abri. Nous sommes les seuls à fournir une perspective d'avenir. Nous sommes les seuls à proposer les moyens pour sortir d'une crise, d'une crise qui n'est pas la nôtre, mais celle des spéculateurs, des banques, du capitalisme.

Nous sommes les seuls à proposer les solutions que la situation actuelle exige de mettre en place immédiatement. Nous sommes les seuls à donner à l'homme toute sa place dans la société.

Nous sommes les seuls à combattre pour une coopération des Etats et des nations dans une Europe des peuples libres, avec pour point d'orgue la mise en place d'une Consti-



tuante et la fin de la Ve République pour la France. C'est pour tous ces motifs que j'avais donné à Daniel Gluckstein mon accord pour créer un véritable parti ouvrier indépendant, ouvert à toutes et à tous, où la liberté d'expression et d'agir était garantie. Un parti où le plus grand nombre de Françaises et de Français se retrouveraient.

J'étais persuadé, mais peut-être suis-je trop naïf, que tous les combats que nous menions nous permettraient d'aborder les élections présidentielle et législatives et les élections des conseillers territoriaux avec vigueur ; que ces élections, qui, à mes yeux, sont indissociables les unes des autres, nous permettraient d'aller de l'avant, d'affirmer haut et fort nos différences.

Certes, je suis comme vous tous bien conscient que ces élections n'ont aucune valeur, qu'elles sont le fruit du capitalisme, au service du capitalisme, mais nous devons faire cependant avec, jusqu'au jour où, j'espère, tout basculera.

On m'avance l'argument de la révolte du peuple tunisien, du peuple égyptien. Mais nous sommes encore malheureusement loin

"Nous sommes les seuls à défendre les opprimés, les jeunes, les ouvriers, les paysans, les artisans, les retraités, les sans-abri. Nous sommes les seuls à fournir une perspective d'avenir. Nous sommes les seuls à proposer les moyens pour sortir de la crise"

d'une révolution qui permettrait de mettre en place cette Constituante que nous souhaitons tous.

J'enregistre aujourd'hui la position majoritaire du Parti ouvrier indépendant et je la respecte. Mais en retour, je vous demande de respecter la mienne. Depuis plusieurs mois, je n'ai cessé de dire que je ressentais un malaise. Je sais, et j'en suis convaincu, que la construction commune d'un parti associant des camarades ayant des traditions et des habitudes différentes n'est pas chose facile. Mais j'ai le sentiment que nous devrions progresser pour éviter, par exemple, que des camarades comme moi aient parfois le sentiment de ne pas être suffisamment informés ou que la remarque ne soit pas prise en considération, et je dis bien, cela en dehors de mon combat contre l'intercommunalité.

D'autre part, pour mon cas personnel, j'ai fait l'objet de reproches pour des motifs que je juge futiles : Canteloup. Et je vous demande de regarder son spectacle, vous verrez de quoi il parle ; il vous parle de la sortie de l'Union européenne, il vous parle du retour au franc ; mes prises de responsabilités en

tant que maire. Hier, j'ai été abordé par des camarades, il m'a fallu leur expliquer pourquoi j'avais pris un arrêté sur la jeunesse de mon village. Et je disais à cette camarade : madame, moi j'ai perdu un enfant, je sais ce que c'est de perdre un enfant, alors réfléchissez un peu à la responsabilité que nous avons, nous, maires, après des viols, et j'en passe des vertes et des pas mûres...

Je sais que ces prises de position gênaient certains d'entre vous qui expriment une idéologie, certes respectable, mais trop sectaire à mes yeux. Me dire que les élections législatives sont plus importantes que la présidentielle, c'est quelque part la démonstration du rejet de la personnalisation d'un candidat. Certes, je suis de votre avis. Je suis contre la personnalisation d'un candidat ; mais aujourd'hui, nous ne pouvons pas l'éviter.

Se priver de la présidentielle, c'est se priver d'être entendus, c'est se priver de mettre en marche l'ensemble des camarades pour la recherche des parrainages, c'est se priver d'un élan qui entraînerait le parti, favorisant le dialogue, resserrant les liens qui unissent, et, surtout, cela favorisera son développement, j'en étais convaincu.

Je terminerai mon intervention en vous remerciant. Je viens de passer cinq années enrichissantes sur le plan des idées, sur le plan personnel. Elles m'ont permis de rencontrer des personnes extraordinaires, de prendre conscience des difficultés du peuple et des obstacles mis en place par le capitalisme. Aujourd'hui, je ne me sens pas en phase avec certaines décisions et une certaine façon de diriger le parti. Pour moi, le temps de la réflexion est venu. J'espère que le POI continuera de vivre et de se développer. Nul n'est indispensable. Seuls les idées et les moyens recherchés pour aboutir à un monde meilleur doivent être poursuivis.

Permettez-moi ici, devant vous, de remercier Jean-Claude Denis, je dis bien Jean-Claude Denis, et même si sa modestie doit en souffrir — et je sais qu'il râle —, merci Jean-Claude pour tout le travail colossal que tu as fourni auprès de moi, pour ta gentillesse et ton accueil. Merci à tous et à toutes. Je vous souhaite une bonne continuation et je souhaite au Parti ouvrier indépendant de trouver la place qu'il mérite dans la société actuelle. Travaillez bien et au revoir. »

"La présidentielle est une mascarade de démocratie"

Interview publiée sur le site Internet du journal *Le Monde*, le 3 octobre.

« A l'issue d'un congrès extraordinaire, dimanche 2 octobre à Paris, les militants du Parti ouvrier indépendant (POI), anciennement le Parti des travailleurs (PT), ont décidé de ne pas présenter de candidat à la présidentielle en 2012. Gérard Schivardi, qui était le candidat soutenu par le PT en 2007, avait récolté 0,34 % des voix. Aujourd'hui secrétaire national du POI, il estime que "ne pas présenter un candidat (à la présidentielle) est un acte fort contre les institutions antidémocratiques de la Ve République".

Vous aviez fait part fin juillet de votre "envie" d'être de nouveau candidat. Etes-vous déçu ?

Gérard Schivardi : Non, je ne suis pas déçu. J'avais dit que si on me le demandait, je poserais ma candidature. On ne me le demande pas, mais je reste motivé pour les législatives. Ne pas présenter un candidat (à la présidentielle) est un acte fort contre les institutions antidémocratiques de la Ve République.

Pour moi, la présidentielle est une mascarade de démocratie. Le président ne sert à rien et on n'a pas besoin de président. En 2007, j'avais déjà dit que si j'étais élu, je resterais six mois, le temps de mettre en place une Assemblée constituante.



Si vous estimez que l'élection présidentielle ne sert à rien, pourquoi vous êtes-vous présenté en 2007 ?

Gérard Schivardi : En 2007, je me suis présenté car les maires me l'avaient demandé. (En 2007, le tribunal de grande instance de Paris a interdit à Gérard Schivardi de se présenter comme "le candidat des maires" à la présidentielle et lui a ordonné de faire disparaître toute mention en ce sens dans sa propagande électorale.) Mais depuis janvier, j'ai rencontré des maires qui me disent que la présidentielle ne sert à rien et qu'il vaut mieux présenter des candidats aux législatives.

Le POI a en effet annoncé qu'il présentera "des candidats partout où (il pourra) aux législatives". Pourquoi présenter des candidats aux législatives et non à la présidentielle ?

Avec ces élections, on est sur le terrain. C'est là qu'il faut aller. C'est plus important que deux minutes à la télévision à expliquer que vous êtes un vrai républicain et une minute à résumer votre programme.

Moi, je suis pour le combat avec et pour les populations. Les législatives vont nous permettre de le dire les yeux dans les yeux dans les circonscriptions où on sera présent. La décision de présenter des candidats aux législatives a été prise hier. Nous montons une commission pour étudier tous les candidats potentiels, qu'ils fassent partie ou non du POI.

Les gens veulent s'en sortir, mais ils savent que ni l'UMP, ni le PS, ni les Verts ne les sortiront de leur situation. Le Front national peut avoir des gens qui les écoutent aux législatives. Il faut aller au combat pour éviter ça, sur le terrain, village après village, ville après ville.

C'est pour ça que je serai candidat dans la première circonscription de l'Aude.

Raphaëlle BESSE DESMOULIÈRES »

"Le temps de la réflexion est venu... pour tous"

(Daniel Gluckstein)

« Je voudrais, en tout cas en mon nom personnel, mais je suis sûr au nom de l'ensemble des délégués, remercier Gérard pour son intervention. Il y a des moments dans la bataille politique qui sont plus ou moins faciles ou plus ou moins difficiles (...). Et ce n'est pas évident, dans un moment comme celui-là, de faire preuve de responsabilité vis-à-vis de tout ce que nous avons engagé, ce n'est pas évident de prendre en compte la totalité des attentes des militants du parti, ce n'est pas évident de prendre en compte non seulement ses sentiments personnels, mais ce que sont les besoins et la volonté de tous, et je pense qu'il l'a fait avec beaucoup de responsabilité. Il l'a fait en prenant en compte ce que sont nos tâches, ce dont nous allons discuter dans ce congrès. Il l'a fait d'ailleurs sur l'orientation qui a été celle de son intervention hier au meeting, qui a été particulièrement appréciée, de toute l'action politique que nous conduisons ensemble depuis maintenant dix ans.

Je pense que beaucoup de réflexions qu'il a faites ne lui sont pas personnelles ; il y a des remarques et des critiques qu'il a formulées qui doivent nous interpeller et auxquelles il faudra apporter des réponses. Et si le temps de la réflexion est venu pour Gérard, il est, à des degrés divers, venu pour nous tous.

Je tenais à le dire, à exprimer ici, depuis cette tribune, nos remerciements pour cette intervention, mon engagement personnel à ce que notre discussion et notre élaboration cherchent des réponses aux problèmes posés, et à renouveler à Gérard Schivardi mes sentiments personnels, non seulement de camaraderie, mais aussi d'amitié. »

Chronique

INTERNATIONALE

Ingérence
ou souveraineté ?

Lucien Gauthier

Le « gouvernement » que le Conseil national de transition en Libye doit mettre en place sous l'égide des grandes puissances provoque des tensions et des contradictions.

A Tripoli, des affrontements ont eu lieu entre différentes milices originaires de l'ouest et de l'est du pays. Les Toubou, population du sud de la Libye, qui vivent dans les régions pétrolifères, réclament une autonomie régionale et exigent que le ministre du Pétrole soit issu de leurs rangs. Les combats se poursuivent autour de la ville de Syrte. Une délégation du Comité international de la Croix-Rouge qui était à Syrte a lancé un appel alarmé sur la situation dramatique des populations et a dénoncé les bombardements et les tirs de rockets, notamment sur l'hôpital de Syrte, au moment où la délégation était présente.

La barbarie et la dislocation de la Libye sont en marche, menaçant tous les équilibres régionaux. C'est dans un même objectif que les grandes puissances accentuent leur pression sur la Syrie. Un Conseil national de transition (CNT), rassemblant les différents groupes de l'opposition syrienne, laïques et Frères musulmans, s'est constitué à Istanbul. Burhan Ghalioun, professeur à l'université Paris-III, l'un des principaux responsables de ce CNT, a déclaré :

« La révolution syrienne a désormais une adresse principale pour la représenter. »

Il s'agissait là d'une réponse directe à la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, qui reprochait à l'opposition syrienne « de ne pas avoir d'adresse ».

A Sanaa, au Yémen, la ville est partagée en deux, entre les troupes répressives du président Saleh et les milices de l'opposition.

La guerre civile est en marche. Ce ne sont là que quelques conséquences de l'intervention active des grandes puissances, et au premier chef des Etats-Unis dans la région, entraînant la marche au chaos et à la guerre civile.

L'exigence du retrait des troupes et de l'arrêt de l'ingérence est directement reliée au combat pour la souveraineté de ces Etats, débarrassés du FMI et de l'Otan.

Tunisie : le message de Sami Tahri

secrétaire général du syndicat de l'enseignement secondaire de l'UGTT au meeting du 1^{er} octobre

Je vous adresse mes salutations fraternelles de Tunisie. La Tunisie est un petit pays, mais son histoire est grande. La Tunisie reste fidèle à la foi révolutionnaire, à la foi en l'humanité qui aspire à la liberté, à la justice et à la dignité.

Nombreux sont ceux qui ne connaissent pas la Tunisie et n'en ont jamais entendu parler. Alors permettez-moi de faire quelques rappels de son histoire avant de parler de sa révolution.

Sous les Carthaginois, la Tunisie a connu une première Constitution et un premier Parlement. L'esclavage fut aboli en 1846 et une première Constitution tunisienne fut élaborée en 1861. Elle fut le résultat de la révolte paysanne qui a exigé la proclamation d'une Constitution.

Le premier parti politique fut fondé en 1920, et la première confédération syndicale, la CGTT, est née en 1924. De tout le monde arabe, c'est en Tunisie que fut adopté le Code du statut personnel établissant la liberté de la femme. C'est également en Tunisie que fut fondée la première ligue des droits de l'homme du monde arabe. Aujourd'hui, en 2011, la Tunisie est au devant de la scène mondiale, puisqu'elle ouvre le cycle des révolutions après une période sans révolution.

Je regrette de ne pas être parmi vous parce que les tâches de la révolution qui prennent tout notre temps exigent que je sois là. En Tunisie, le pays des révolutionnaires qui rêvent d'un monde plus humain, un monde où nous profiterons tous de la liberté et de la dignité, un monde plus équilibré et plus juste, un monde où s'entraident les peuples, les travailleurs et la jeunesse.

De Tunisie, je vous adresse mes salutations fraternelles et vous tends la main afin d'agir pour notre bien à tous.

Je vous parlerai de mon pays et de sa grandiose révolution. Dans la mythologie, le sacrifice précède chaque entreprise. Alors, de ce point de vue, Mohamed Bouazizi est le sacrifice et le symbole de notre révolution. Il fallait que le feu qui a consumé son corps et détruit les racines de la dictature, qui a pillé nos richesses et failli ruiner notre avenir, soit le feu qui déclenche notre révolution. Parce que cette révolution est un mélange chimique de causes qui se sont accumulées depuis de nombreuses années au cours desquelles le peuple a enduré de multiples formes de colonisation directe et indirecte, la répression, l'humiliation et l'interdiction de s'exprimer, les méfaits de la corruption, le pillage des finances publiques, le gaspillage des richesses et le piétinement de la dignité.

C'est le 17 décembre dernier que la mobilisation s'est déclenchée à Sidi Bouzid, pour se propager aux alentours avant de s'étendre au gouvernorat de Kasserine pour se transformer, en janvier, en mobilisation de protestation qui a couvert tout

le pays. La révolution s'est étendue géographiquement en même temps que ses revendications se sont approfondies. Au départ, c'était une révolution sociale contre le chômage, la précarité et l'abandon. Les populations, comme les jeunes diplômés universitaires qui se comptent par milliers dans les gouvernorats du nord-ouest, du centre-ouest et du sud, vivent dans la précarité et le besoin.

Les mots d'ordre qui en sont surgi étaient directs et audacieux, exprimant la profondeur de la colère :

« Le travail est un droit, bandes de voleurs », « Régime lâche, le Tunisien ne peut être humilié ».

Très rapidement, les syndicats combattifs de l'UGTT se sont mobilisés et ils ont accueilli dans les unions locales et régionales les masses en révolution. Nous avons entrepris la mobilisation depuis le 24 décembre, nous avons, avec fierté, enflammé le mouvement populaire et nous avons poussé au maximum les revendications de la révolution, qui se sont vite transformées en revendication politique qui demande la destruction du régime corrompu.

Au moment où le régime de Ben Ali était en train de tomber, les forces impérialistes ne disaient rien ou apportaient leur aide à la police de Ben Ali afin qu'il réussisse à contenir la révolution. Rappelez-vous Alliot-Marie, le ministre de la Défense du gouvernement français.

Ben Ali tenait la Tunisie d'une poigne de fer, mais cela ne fut permis que par la complicité ouverte des Etats-Unis, des organismes européens et des organismes financiers internationaux. Alors que Ben Ali accentuait sa politique de répression et de pillage, les forces impérialistes ne cessaient de saluer « le miracle tunisien », la sagesse présidentielle et l'exemplarité du modèle tunisien « exceptionnel ».

L'étendue du crime et la complicité des pouvoirs politiques européens et américains apparaissent aujourd'hui clairement. Elles furent établies grâce à la corruption et aux avantages que leur octroyait Ben Ali. Avantages sous-traités de la sueur et du pain du peuple tunisien. La révolution a commencé par être une révolution sociale pour se transformer en révolution politique revendiquant la dignité. C'est pour cela que nous sommes révoltés ; comme tous les révolutionnaires, nous rejetons les appellations de « révolution du jasmin » ou « révolution Facebook » sur le modèle des « révolutions » fomentées par les Etats-Unis en Europe orientale.

Ben Ali avait la mainmise sur le pays, poursuivant une politique dictatoriale qui remonte à l'époque de Bourguiba.

Mais nous avons, au sein de l'UGTT, acquis une expérience riche de lutte et de mobilisation depuis la grève générale de 1978. Des syndicats comme ceux de l'enseignement, la poste ou la santé se sont toujours dressés face au régime de Ben Ali. Ainsi, nous avons, chaque année, mené de nombreuses grèves revendicatives et même politiques. Et le peuple a appris qu'il lui était possible de dire non, dans les heures les plus noires. Les syndi-

calistes ont constitué une force réelle dans la révolution, et aujourd'hui, ils sont en train d'en cueillir les fruits.

Mais ils sont parfaitement conscients que votre soutien leur est indispensable. Nous adressons un appel à votre meeting internationaliste pour vous demander de vous dresser à nos côtés, comme nous nous adressons à tous les syndicalistes dont nous connaissons les positions militantes. Cela, afin d'accomplir les tâches de la révolution, de la liberté et de la dignité.

Solidarité et soutien dont je développe les grands axes :

1. Nous apporter soutien et solidarité pour nous opposer à l'endettement faramineux qui engage notre avenir et l'avenir de nos enfants. Et particulièrement, nous apporter soutien et solidarité pour refuser ces lourdes dettes que nous a léguées Ben Ali. Tout montre aujourd'hui qu'une partie de ces dettes couvrent les sommes versées aux hommes politiques corrompus, qu'une autre partie a été transférée sur des comptes secrets dans les banques étrangères et qu'une troisième partie a été utilisée pour réprimer les Tunisiens. De quel droit devons-nous payer des dettes et des intérêts pour des sommes qui ne nous ont pas profité, alors qu'aujourd'hui nous sommes libres ?

2. Nous vivons une phase de transition démocratique difficile et compliquée. Mais nous sommes déterminés à aller jusqu'au bout. Mais les ingérences étrangères orchestrées des centres de décision européens et des pays du Golfe, en finançant les partis, les organisations et les associations, tentent de dresser des obstacles face à cette étape transitoire et offrent l'opportunité de contenir la révolution. C'est pour cela que nous réclamons votre soutien, afin de dévoiler au grand jour toutes ces manœuvres.

3. C'est parce que nous sommes des syndicalistes convaincus que l'avenir de l'humanité est dans la liberté et la justice, dans le développement équitable et la juste répartition des richesses que nous devons œuvrer à « l'internationalisation de notre combat » pour nous dresser ensemble face à la mondialisation barbare. Notre solidarité syndicale internationale pour une alternative politique démocratique, des acquis sociaux équitables et des valeurs humaines de rationalité et de modernité fera de notre monde un monde moins misérable et plus humain.

Camarades,

Je vous renouvelle mes remerciements pour cette invitation que les circonstances ne m'ont pas permis d'honorer. Nous avons fait chuter Ben Ali dans une révolution qui a surpris tous les cercles. C'est un exemple qui pousse à la réflexion politique et intellectuelle. Nous avons ouvert pour tous les peuples arabes et bien plus, pour les peuples du monde entier, une nouvelle marche de la révolution, après une période de reflux, alors que les capitalistes célébraient la fin de l'histoire et la fin des idéologies. Nous ne prétendons pas avoir changé les moyens de production et leurs forces, mais nous avons ouvert la porte à un nouveau modèle qui s'inspire d'une vraie révolution. Nous luttons quotidiennement pour le démantèlement de la dictature et la construction d'une Tunisie libre et moderne, dont les travailleurs, les jeunes et les syndicalistes profiteront d'une répartition équitable de la richesse, parce qu'ils sont ceux qui la créent à la sueur de leur front.

Vive l'union internationale des travailleurs !



« Nous avons ouvert pour tous les peuples arabes et bien plus, pour les peuples du monde entier, une nouvelle marche de la révolution »

ÉGYPTE

Photo DR



Les conducteurs de bus devant le siège du gouvernement, le 1^{er} octobre 2011.

“Nous soutenons la transition démocratique et nous ne voulons rien faire qui puisse induire un problème dans notre relation” (Hillary Clinton)

Correspondant

Selon le *Washington Post*, le Congrès américain aurait manifesté l'intention de conditionner l'aide de 1,3 milliard de dollars allouée par les Etats-Unis à l'armée égyptienne, en 2012, à « la tenue d'élections démocratiques et la garantie des libertés civiles ». Il s'agit de l'aide militaire versée par les Etats-Unis depuis que l'Egypte a signé le traité de paix avec l'Etat d'Israël, en 1979. Pour éviter une telle décision, le ministre des Affaires étrangères égyptien, Mohamed Amr, a demandé à l'administration Obama et à Hillary Clinton d'intervenir. « Nous connaissons la valeur du partenariat entre les Etats-Unis et l'Egypte, et combien de telles conditions et un tel langage seraient nuisibles à la coopération future », ont assuré des officiels américains. Quant à Hillary Clinton, elle a déclaré lors d'une conférence de presse, mercredi 28 septembre : « Nous travaillerons très dur pour convaincre le Congrès que ce n'est pas la meilleure approche à adopter. Nous soutenons la transition démocratique et nous ne voulons rien faire qui, de quelque façon que ce soit, puisse induire un pro-

blème dans notre relation ou notre assistance. » Deux jours plus tôt, le 26 septembre, le ministre des Affaires étrangères égyptien avait affirmé, dans une interview à l'agence américaine Associated Press, que « les relations entre l'Egypte et Israël sont régies par les accords de paix négociés sous l'égide des Etats-Unis, et le Caire honore tous ses engagements conventionnels aussi longtemps que l'autre partie en fait de même, dans la lettre et l'esprit. L'Egypte respectera toujours ses obligations conventionnelles, y compris l'accord de paix avec Israël (...). Cela signifie qu'il n'y a aucune chance que le traité de paix soit abrogé ou modifié. » Sur l'état des relations égypto-américaines, il a dit qu'il allait à Washington pour s'entretenir avec de hauts responsables américains, y compris la secrétaire d'Etat, Hillary Clinton : « Nous avons toujours des relations fortes avec les Etats-Unis, a-t-il déclaré, ce n'est pas limité à une époque ou un régime, il s'agit d'une relation stratégique qui bénéficie en fait aux deux parties... pas à une seule d'entre elles. Je pense que les deux parties sont très intéressées non seulement à maintenir leur relation, mais aussi à renforcer cette coopération dans l'avenir. » ■

Un immense encouragement pour arracher les renationalisations

Correspondant

Mardi 21 septembre, la Cour administrative d'Egypte a suspendu les contrats de privatisation de trois anciennes entreprises publiques privatisées et décidé de les rendre à la propriété publique en effaçant toutes leurs dettes et en restaurant les droits de leurs salariés.

“Si les ventes à des propriétaires privés ont été nécessaires...”

Il s'agit de l'usine textile Misr Chebin al-Kom, dans le delta du Nil — dont les ouvriers n'ont cessé d'organiser grèves et manifestations depuis sa privatisation, en 2005 —, de la société Tanta pour le lin, dans le delta également, et de celle de chaudières à vapeur Al-Nasr.

... les procédures de privatisation de l'ère Moubarak ont soulevé des questions quant à la corruption”

Pour justifier sa décision, la Cour a expliqué que « si les ventes à des propriétaires privés ont été nécessaires pour répondre aux conditions posées à l'Egypte par les institutions internationales pour obtenir des prêts, l'examen effectué, depuis le soulèvement populaire, des procédures de privatisation de l'ère Moubarak a soulevé des questions quant à la corruption, les conflits d'intérêt et le manque de transparence » (*Ahram Online*, 25 septembre 2011).

En juin dernier, le gouvernement, sous pression, avait renoncé à emprunter trois milliards de dollars auprès du FMI et de la Banque mondiale. Mais il s'est tourné vers les fonds arabes.

Ces derniers ont bien sûr répondu à l'appel. L'Egypte empruntera dix milliards de dollars au Qatar, quatre à l'Arabie Saoudite et trois aux Emirats arabes unis.

Les responsables du FMI, qui s'étaient défendus d'avoir posé des conditions politiques strictes en matière de privatisations et de limitation des subventions d'Etat, reviennent à la charge.

Ils proposent de modifier les conditions des prêts octroyés à l'Egypte et ont pris date pour revenir au Caire « pour discuter de plusieurs questions, y compris celle des emprunts ».

L'Autorité des affaires de l'Etat demande le retour dans le public de plusieurs entreprises

Mais l'exigence de renationaliser les entreprises privatisées est plus forte que jamais. La décision de la Cour administrative du 21 septembre est un immense appel d'air pour des centaines de milliers de travailleurs.

Le cas de la société Ciment Beni-Souef, vendue au géant français Lafarge, doit encore passer au tribunal.

L'Autorité des affaires de l'Etat demande le retour dans le public de la Société arabe pour le commerce extérieur, privatisée en 1999.

Les sociétés Al-Nil, pour l'égrenage du coton, et Ezz, productrice de fer à béton, sont également sur la sellette.

Et les ouvriers de Salemco, de la Société pour les équipements téléphoniques d'automobile Al-Nasr, de Telemisr, de la Société égypto-américaine, d'Amonsito et de bien d'autres encore exigent leur retour dans le secteur public. ■

ALGÉRIE

“Un signal fort !”

Editorial de *Fraternité !*, n° 30, septembre 2011.

Louisa Hanoune

La jeunesse algérienne n'a donc pas répondu à l'appel anonyme à manifester le 17 septembre pour « changer le régime », lancé sur Facebook et soutenu par al-Qaida et des dirigeants du FIS dissous. Ainsi, la provocation a été déjouée, ce qui confirme, si besoin était encore, les capacités de discernement de la jeunesse algérienne, qui, tout en militant pour la satisfaction de ses revendications, demeure attachée à l'intégrité et à la souveraineté de la nation.

En effet, l'appel anonyme à manifester le 17 septembre coïncide avec une offensive déchaînée par les gouvernements impérialistes, notamment français, contre l'Etat algérien en rapport avec sa position officielle concernant la Libye et sa non-reconnaissance du CNT (*Conseil national de transition — NDLR*). Donc, à défaut d'impliquer notre pays dans le borbier libyen qui menace toute la région devenue une poudrière, est orchestrée une tentative de déstabilisation de notre pays, relayée par la chaîne Al Jazeera, porte-parole de la politique américaine. L'échec de cette tentative d'importer dans notre pays une « révolution orange » concoctée dans les centres impérialistes doit être médité, tant il est porteur de messages.

Le gouvernement a-t-il compris le signal fort actionné par la jeunesse qui a accueilli l'appel avec mépris ? Cela est valable pour les travailleurs qui, dans de nombreux secteurs, sont mobilisés dans la grève pour arracher leurs revendications. Alors, le rendez-vous de la tripartite (*gouvernement, patronat et Union générale des travailleurs algériens, UGTA — NDLR*), le 29 septembre, sera un test pour le gouvernement quant aux réponses qu'il donnera aux questions importantes soulevées par l'UGTA, notamment la revalorisation des pensions de retraite et du SNMG (*salaire national minimum garanti — NDLR*), la protection de la production nationale et l'extension des conventions de branche au secteur privé. Des gages sérieux sont attendus quant à l'amélioration du pouvoir d'achat de tous les salariés et

pensionnés, les augmentations obtenues n'ayant pas profité à tous les secteurs et toutes les couches sociales.

Mais l'échec de l'appel anonyme à manifester le 17 septembre interpelle également le gouvernement et les partis majoritaires à l'APN (*Assemblée populaire nationale — NDLR*) au sujet du processus de réformes politiques. Il met à l'ordre du jour la nécessité urgente d'ouvrir un véritable débat consacrant l'ouverture politique pour que le peuple souverain puisse s'impliquer directement sur les questions politiques qui concernent son présent et l'avenir des générations montantes.



“La jeunesse algérienne, tout en militant pour la satisfaction de ses revendications, demeure attachée à l'intégrité et à la souveraineté de la nation”

Louisa Hanoune

Car le statu quo induit par le rythme même des réformes — qui ne tient pas compte de l'aspiration profonde et pressante à la démocratie et des développements dangereux dans notre région —, ainsi que les contradictions profondes que révèlent les projets de loi soumis à l'APN consacrant la cohabitation entre les dispositions des anciennes lois scélérates et les engagements du président de la République, sont porteurs de dangers pour le pays, encore fragile et en phase délicate de reconstruction nationale. En fait, comme jamais par le passé, apparaît l'obstacle que constitue le maintien des institutions obsolètes, héritées du système de parti unique, devant la rupture avec l'ordre ancien, rejeté par l'immense majorité du peuple.

Alors, oui, seule la convocation d'une Assemblée constituante souveraine, qui élaborera une Constitution consacrant la souveraineté du peuple et donc la démocratie, est à même d'introduire la véritable réforme politique devant aboutir au changement démocratique conforme à la volonté du peuple et qui ôte tout prétexte à l'ingérence extérieure.

C'est précisément pour préserver l'essentiel, à savoir l'unité et la souveraineté de la nation, sans lesquelles aucun projet d'avenir n'est possible, que le bureau politique du PT vient de décider de convoquer une conférence internationale d'urgence, contre la guerre d'occupation, contre l'ingérence externe dans les affaires des pays, pour la défense de l'intégrité et de la souveraineté des nations. ■

Le journal du Parti des travailleurs d'Algérie, *Fraternité*, est disponible sur demande au 87, rue du Faubourg Saint-Denis, 75010 Paris. Prix : 1 euro.



ALLEMAGNE

Réforme du Fonds de stabilisation européen : Un véritable putsch à la tête du DGB

Par Marc Gauquelin

Le vote par le Bundestag, jeudi 29 septembre, de la réforme du Fonds de stabilisation financier européen (FESF) a provoqué l'enthousiasme de tout ce que l'Europe compte de grands responsables.

Le journal *Les Echos* a résumé cet enthousiasme en trois phrases : « *Toute l'Europe comme les marchés étaient suspendus, hier, au vote de la réforme du Fonds de stabilité financière par le Bundestag, à Berlin. L'approbation par 523 voix contre 85, soit une majorité plus large que prévu, ne constitue pas seulement un épisode dans le feuillet interminable de la crise de l'euro. C'est la première bonne nouvelle dans ce domaine depuis des semaines. C'est surtout une victoire politique de l'Europe qui est à la fois formellement symbolique et réjouissante.* »

du SPD a pu réduire au silence toute velléité de résistance dans ses rangs, afin de lui assurer un appui sans faille. Adler, dans *Le Figaro*, le reconnaît à sa manière en saisissant l'occasion pour appeler la gauche dans toute l'Europe à s'aligner sur « *la conversion européenne de la gauche allemande* ».

Au nom de "l'intérêt commun des travailleurs et de toute l'économie allemande"

Mais tous font silence sur ce qui a été l'élément déterminant de cette « conversion » : le véritable putsch réalisé par la direction du DGB au sein de l'organisation syndicale la plus puissante d'Europe. Ils le cachent parce qu'ils présentent que si ce putsch a été déterminant, il révèle le talon d'Achille de cette « conversion ». La veille du vote au Bundestag, fait sans précédent, le président du DGB, Michael Sommer, a solennellement publié un communiqué commun avec le président des fédérations du patronat allemand, Dieter Hundt. Dans ce communiqué, ils appellent ensemble les députés à voter l'élargissement du FESF. Ils les appellent, au nom de « *l'intérêt commun des travailleurs et de toute l'économie allemande* », à prendre leurs responsabilités pour ouvrir enfin la voie à une meilleure coordination de la politique économique au niveau européen.

La direction sociale-démocrate engage toutes ses forces aux côtés des banques

Simultanément, la confédération allemande DGB diffusait un tract appelant les députés à voter la réforme du FESF. Ce tract était signé par les huit présidents des principales fédérations du DGB. La direction sociale-démocrate de l'appareil syndical engageait toutes ses forces aux côtés des banques européennes, violant le mandat le plus élémentaire de toute organisation syndicale, sans avoir saisi aucune instance, aux côtés du patronat à faire payer les 210 milliards de « garantie » aux travailleurs. Elle engageait toutes ses forces pour faire payer à ces travailleurs, qui vivent déjà, comme à Berlin, à 21 % des moins de 65 ans, de l'aide sociale. Ils n'ont pas fait dans la dentelle, les Sommer et Cie. Ils ont invoqué la reconstruction d'une Europe pacifique engagée « *par nos pères et nos mères sur les ruines de la Deuxième Guerre mondiale* » ; ils ont stigmatisé la « *menace d'une rechute dans les limites nationales* » — avec tout ce que cela sous-entend en Allemagne — pour justifier le renoncement à toute notion de défense des intérêts de la classe ouvrière.

La révolte de milliers de militants et de cadres syndicaux

« *Je suis révolté contre cette honte* », clamait au meeting du 1^{er} octobre le camarade Paul Pater-noga, responsable syndical dans la métallurgie. Il exprimait la révolte de milliers et de milliers de militants et de cadres syndicaux dans toute l'Allemagne, littéralement interloqués par ce coup de force.

L'effolement qui saisit Merkel et les dirigeants du SPD

Que les fondés de pouvoir des banques aient été contraints de faire donner l'artillerie lourde des directions syndicales, les forçant à tomber le masque et à endosser publiquement et avec ce cynisme la défense des banques pour tenter de prévenir tout mouvement du côté de la classe ouvrière, révèle toute la contradiction de la situation en Allemagne.

Ce putsch est indiscutablement un coup porté à la classe ouvrière, mais il indique dans le même mouvement la panique qui saisit les dirigeants d'un pays qui savent qu'il est impossible de faire accepter une accélération de la destruction des écoles, des hôpitaux, une nouvelle dégradation des salaires sur l'autel de ces 210 milliards d'aide aux banquiers et aux spéculateurs. Dans l'effolement qui saisit Merkel et les dirigeants du SPD pressés de se conformer aux ordres d'Obama et de Geithner — qui accusent l'Allemagne de ne pas prendre ses responsabilités dans le sauvetage du système financier mondial et en particulier du système bancaire américain —, ils ont provoqué un conflit majeur au sein du mouvement syndical. Les forces de la résistance à la capitulation sont en train de se regrouper pour rejeter ce coup de force et rétablir les organisations de classe sur leur terrain. Nous rendrons compte de cette bataille dans nos prochains numéros.



Le tract signé par l'ensemble des dirigeants du DGB : "Oui à l'Europe ! Oui à l'euro !"

Tous ont salué le « courage » de la chancelière allemande qui a osé engager l'Allemagne pour 210 milliards d'euros dans le sauvetage des banques créancières de la Grèce. Elle a osé, s'émerveillent-ils, en dépit de l'affaiblissement constant de son parti (CDU), en dépit de la crise qui mine sa coalition gouvernementale (CDU-CSU/FDP) et, surtout, de l'opposition grandissante de la population allemande qui sait ce qu'une telle décision lui coûtera. Pourtant, tous savent que le « courage » de Merkel n'y est pour rien. Ils savent qu'elle n'a pu présenter cette réforme que parce que la direction

Berlin, capitale de l'aide sociale

Berlin est « dans le vent », attire tout le monde, touristes, artistes, etc. En même temps, un habitant sur cinq vit de l'aide publique, sous forme de « Hartz IV ». Les statistiques le confirment, Berlin est la capitale de Hartz IV (1). 400 000 adultes et 200 000 enfants et jeunes vivent de l'aide de l'Etat, soit 21 % de la population en dessous de 65 ans, ou un Berlinois sur cinq, plus que dans toute autre ville allemande (...). Le problème est profond, il a pour cause la désindustrialisation de la ville. L'industrie a fui une première fois avec la construction du Mur (2), et une deuxième fois avec la chute du Mur (3). Quand, en 1990, la subvention pour Berlin a été supprimée, largement plus de 100 000 emplois industriels ont disparu en peu de temps. Les entreprises qui s'étaient installées à Berlin-Ouest à cause des subventions ont fermé. Les grands groupes du temps de l'âge d'or des fondateurs, Siemens, Daimler, ne sont pas revenus. Les appareils administratifs gonflés par les aides dans les deux moitiés (est et ouest) de la ville ont réduit leurs effectifs, mais les gens sont restés. C'est une partie de l'explication (...). Depuis quelques années, l'économie redémarre lentement à Berlin. Plus de 100 000 emplois normaux, couverts par la Sécurité sociale, auraient été créés, affirme le Sénat rouge-rouge. Le taux de chômage est passé de 18 %, à la fin 2006, à 13 % actuellement. Mais le nombre de bénéficiaires de Hartz IV reste stable depuis des années, 21 à 22 %. Et les statistiques ne comptent plus comme chômeurs tous les gens qui gagnent si peu qu'ils conti-

nent à toucher l'aide de l'Etat sous forme de Hartz IV. Dans le secteur d'emplois publiquement soutenus (ÖBS) (4), des chômeurs de longue durée répètent des jouets pour 1 300 euros par mois : une des nombreuses mesures par lesquelles Berlin cherche à combattre le chômage, avec l'aide financière de l'Etat fédéral : 600 millions d'euros en 2010. Or l'Etat fédéral a réduit sa contribution de 25 %. Berlin ne peut pas compenser. Donc fin de l'ÖBS, dit en particulier Martin Matz, SPD, conseiller municipal du quartier de Spandau, responsable de l'aide sociale.

Article paru dans le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 18 septembre 2011

- (1) Les lois Hartz votées par le gouvernement Schröder réglementent l'aide sociale et contraignent par exemple tout chômeur à travailler (les jobs à un euro de l'heure) en application des directives européennes « d'activation des dépenses sociales ».
- (2) La construction du Mur de Berlin, en 1961, séparant les zones d'occupation Est et Ouest, coupait les entreprises de leur tissu économique et d'une partie de leur main-d'œuvre, entraînant une première saignée.
- (3) La chute du Mur, en 1989, s'est soldée par la fermeture, à l'Est, de la plus grande partie des entreprises, au nom de la privatisation de la propriété sociale ; quant à l'Ouest, les entreprises subventionnées par le gouvernement fédéral pour rester dans la ville perdaient leurs aides.
- (4) Öffentlich geförderter Beschäftigungssektor.

PORTUGAL

140 000 travailleurs, militants et jeunes manifestent à Lisbonne contre la politique d'austérité



Manifestation du 1^{er} octobre, à Lisbonne, à l'appel de la CGTP.

Correspondant

Plus de 140 000 à Lisbonne, 50 000 à Porto... Dans tout le Portugal, travailleurs, militants et jeunes ont manifesté, le 1^{er} octobre, à l'appel de la CGTP, pour dire non à la politique d'austérité que prétend imposer le gouvernement aux ordres de la troïka.

Le secrétaire général de la CGTP a appelé les travailleurs à se "dresser pour défaire cette politique"

Le secrétaire général de la CGTP, Carvalho da Silva, a appelé les jeunes à « *investir les syndicats et tous les espaces d'intervention sociale, pour changer le*

cours suivi par le pays ». Il a appelé tous les travailleurs à se « *dresser pour défaire la politique du gouvernement* ». « *Ce qui est en cause, a-t-il déclaré, c'est l'avenir collectif et la démocratie elle-même* », ajoutant qu'il fallait construire « *un puissant barrage pour empêcher la destruction de la Sécurité sociale et une lutte sans trêve pour ne laisser aucune marge de trahison dans la nouvelle législation du travail* ». Se référant à la Grèce, il a expliqué que, malgré la très forte mobilisation du peuple grec, le gouvernement Papan-dréou se soumet complètement aux plans de la « troïka » et plonge ainsi le peuple grec dans un abîme sans fond. Il a exhorté les dirigeants du PS portugais à ne pas rester prisonniers des accords signés avec la « troïka ».

Sans jamais appeler au retrait de ces plans, il a expliqué que, sans révision des conditions de paiement de la dette de la part de l'Union européenne, le Portugal entrera en récession, si bien que la dette ne sera jamais payée. Dans la résolution soumise au vote à la fin de la manifestation, la direction de la CGTP a appelé à « *une semaine de lutte du 20 au 27 octobre (...). Une vaste convergence de grèves sur les lieux de travail dans les secteurs public et privé, contre la destruction des droits sociaux, contre l'appauvrissement et les injustices, contre le programme d'agression des travailleurs, du peuple et du pays, pour l'emploi, les salaires, les pensions et les droits sociaux.* »

Photo AFP